

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

No. : 500-06-000991-196

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

RAUL MARTIN

DEMANDEUR

c.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU
QUÉBEC

DÉFENDEUR

ENTENTE DE RÈGLEMENT, TRANSACTION ET QUITTANCE ENTRE RAUL
MARTIN ET LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

I. PRÉAMBULE

- A. **CONSIDÉRANT** que, le 29 mars 2019, une demande d'autorisation d'exercer une action collective a été intentée contre le Procureur général du Québec (le « **PGQ** ») dans le dossier 500-06-000991-196 (la « **Demande d'autorisation** »);
- B. **CONSIDÉRANT** que le 17 mars 2020, la Cour supérieure a autorisé l'exercice de l'action collective contre le PGQ pour le compte du groupe suivant :

« Quiconque a été détenu au Québec dans l'attente de son procès entre le 29 mars 2016 et le 21 juin 2019 pendant une période continue de plus de :

- 90 jours, si cette personne était accusée d'un acte criminel;
- ou
- 30 jours, si cette personne était accusée par procédure sommaire;

sans que la personne ayant eu sa garde n'ait demandé à un juge de fixer une date pour une audition aux fins de déterminer si elle devrait être mise en liberté.

Les détentions suivantes sont exclues :

- La détention qui a fait l'objet d'une demande de révision présentée en vertu de l'article 520 du C. cr. au cours de la période continue de 90 jours (ou 30 jours, le cas échéant) et qui a pris fin

dans les 90 jours (ou 30 jours, le cas échéant) suivant la date du jugement en révision;

- La détention d'une personne inculpée d'une infraction prévue à l'article 469 du C. cr.;
- La détention d'une personne qui devait être détenue sous garde relativement à une autre affaire »

(le « **Groupe autorisé** »);

- C. **CONSIDÉRANT** que la Cour supérieure a attribué au demandeur Raul Martin le statut de représentant du Groupe autorisé (le « **Demandeur** ») et que celui-ci est représenté par Kugler Kandestin s.e.n.c.r.l. et Coupal Chauvelot s.a. (collectivement, les « **Procureurs du groupe** »);
- D. **CONSIDÉRANT** qu'aucun membre ne s'est exclu de l'action collective, au sens de l'article 580 C.p.c.;
- E. **CONSIDÉRANT** que le ou vers le 2 juillet 2020, le Demandeur a signifié au PGQ une demande introductive d'instance en action collective (la « **Demande introductive d'instance** »);
- F. **CONSIDÉRANT** que la Demande introductive d'instance réclame le recouvrement collectif de dommages moraux et de dommages en vertu des Chartes équivalent à 6 000 \$ par membre pour le préjudice subi en lien avec le non-respect de l'article 525 C.cr., plus l'intérêt et l'indemnité additionnelle prévue par la loi depuis le 29 mars 2019 (l'« **Indemnité réclamée** »);
- G. **CONSIDÉRANT** que la Demande introductive d'instance réclame également le recouvrement individuel de dommages-intérêts pécuniaires, plus l'intérêt et l'indemnité additionnelle prévue par la loi depuis le 29 mars 2019;
- H. **CONSIDÉRANT** que le 3 décembre 2021, le PGQ a produit sa défense, laquelle conteste la Demande introductive d'instance et en demande le rejet;
- I. **CONSIDÉRANT** que le 15 novembre 2022, l'action collective a été inscrite pour instruction et jugement;
- J. **CONSIDÉRANT** que le procès au mérite a été fixé du 23 au 31 octobre 2024;
- K. **CONSIDÉRANT** que le Demandeur et le PGQ ont accepté de participer à une conférence de règlement à l'amiable à être présidée par l'honorable Suzanne Courchesne, j.c.s.;
- L. **CONSIDÉRANT** l'intérêt des parties et l'intérêt public, incluant celui de l'administration de la justice, d'éviter la tenue d'un procès;

- M. **CONSIDÉRANT** que le Demandeur et les Procureurs du Groupe estiment que la présente Entente de règlement est juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des membres du Groupe autorisé;
- N. **CONSIDÉRANT** que le PGQ estime également que la présente Entente est souhaitable afin de régler l'entièreté du litige;
- O. **CONSIDÉRANT** que l'Entente de règlement prévoit un processus le plus simple et efficace possible, et qui vise à assurer rapidement l'indemnisation des membres éligibles;
- P. **CONSIDÉRANT** que l'Entente de règlement a été négociée de bonne foi par le Demandeur et le PGQ, avec l'assistance de l'honorable Suzanne Courchesne, j.c.s.;
- Q. **CONSIDÉRANT** que les parties souhaitent régler la présente action collective sous toutes réserves et sans aucune admission de responsabilité, par concessions mutuelles;

SUJET À L'APPROBATION PAR LE TRIBUNAL DE LA PRÉSENTE ENTENTE DE RÈGLEMENT CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 590 DU *CODE DE PROCÉDURE CIVILE*, LE DEMANDEUR ET LE PGQ CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- 1. Le préambule fait partie intégrale de l'Entente de règlement comme s'il y était reproduit dans son intégralité;

II. PAIEMENT DU FONDS DE RÈGLEMENT

- 2. Sur approbation par le Tribunal de l'Entente de règlement, le PGQ payera à titre de recouvrement collectif pour les membres du Groupe autorisé une somme forfaitaire de **vingt-cinq-millions de dollars (25 000 000 \$ CAD)** en capital, intérêts, frais, indemnité additionnelle, honoraires, montants dus au Fonds d'aide aux actions collectives (le « **Fonds d'aide** »), taxes, coûts de l'administrateur, coûts des avis aux membres et tous autres montants (le « **Fonds de règlement** ») en règlement complet, total, final, définitif et libératoire de tout action, recours, réclamation, demande, dommage, créance, droit ou droit d'action de quelque nature que ce soit, du représentant et des membres du Groupe autorisé relativement aux faits, circonstances et dommages allégués dans la Demande introductive d'instance et les pièces à son soutien dans le dossier de la Cour supérieure du district de Montréal sous le numéro 500-06-000991-196. Le PGQ n'aura aucune autre somme ni intérêt à verser pour quelque motif que ce soit;
- 3. Le Fonds de règlement doit être payé par le PGQ conformément aux modalités suivantes :

- a) Conformément à l'article 590 C.p.c., les Procureurs du groupe doivent préparer une demande au Tribunal, qui sera préalablement soumise au PGQ qui pourra faire valoir ses commentaires au Tribunal en cas de désaccord, pour :
 - i. Approuver l'Entente de règlement;
 - ii. Nommer un administrateur des réclamations (l'« **Administrateur** »);
 - iii. Autoriser le Demandeur à donner, au nom des membres du Groupe autorisé, une quittance au PGQ; et
 - iv. Approuver le paiement des honoraires judiciaires et extrajudiciaires des Procureurs du groupe, y compris les frais de justice, frais de publication des avis aux membres, montants dus au Fonds d'aide et taxes (les « **Honoraires** ») à même le montant du Fonds de règlement; (la « **Demande pour approbation** »);
- b) Dans un délai de trente (30) jours de la transmission des informations bancaires requises de la date du jugement du Tribunal approuvant l'Entente de règlement, le PGQ payera le Fonds de règlement en le remettant à l'Administrateur par virement ou par un chèque fait à l'ordre de l'Administrateur en fidéicommis. Le compte en fidéicommis doit être ouvert auprès d'une banque à charte canadienne et porter intérêt quotidiennement au bénéfice des membres. Ce paiement constituera un transfert de biens en fiducie au sens du *Code civil du Québec* et l'Administrateur agira en tant que fiduciaire de ces fonds;
- c) Sur encaissement du virement ou compensation du chèque, l'Administrateur remettra au PGQ un reçu attestant de la remise du Fonds de règlement;
- d) Dans un délai de dix (10) jours de la date de l'encaissement du virement ou de la compensation du chèque, l'Administrateur paiera aux Procureurs du groupe, à même le montant du Fonds de règlement, la somme représentant les Honoraires approuvés par le Tribunal, selon des instructions à être données par les Procureurs du groupe à l'Administrateur;
- e) Sur approbation des factures de l'Administrateur par les parties, celui-ci percevra ses honoraires ainsi que les frais d'avis aux membres et autres frais admissibles. En cas de désaccord, le Tribunal tranchera le débat;
- f) Le Fonds de règlement majoré des intérêts quotidiens, déduit des frais d'avis aux membres, des honoraires de l'Administrateur et des Honoraires approuvés par le Tribunal, représente le Fonds de règlement net (le « **Fonds de règlement net** »); et

- g) L'Administrateur distribuera le Fonds de règlement net selon les modalités prévues aux présentes;

III. AVIS AUX MEMBRES

4. Le Demandeur publiera un avis aux membres conformément à l'article 590 C.p.c. les informant de la date et du lieu de l'audition de la Demande pour approbation et de leur droit de faire valoir leurs prétentions (l'« **Avis pré-approbation** »);
5. L'Avis pré-approbation sera soumis au Tribunal pour son approbation et sera publié aussitôt que possible suivant la signature de l'Entente de règlement, en formats papier et numérique, dans :
 - i. *Le Journal de Montréal, La Presse* et *Le Journal de Québec*, en français; et
 - ii. *Montreal Gazette*, en anglais (collectivement, les « **Journaux** »);
6. Un avis informant du jugement rendu sur la Demande pour approbation (« **Avis post-approbation** ») sera publié par les Procureurs du groupe dans les Journaux, et sera affiché avec la collaboration du ministère de la sécurité publique (« **MSP** ») dans tous les établissements de détention et quartiers cellulaires du Québec au sens de l'article 29 de la *Loi sur le système correctionnel du Québec*, au moyen d'affiches placées en évidence. L'Administrateur pourra également diffuser l'Avis post-approbation auprès d'organismes de soutien aux personnes détenues, de refuges ou autres ressources pour personnes itinérantes, des centres d'amitié autochtone ou autre organisation semblable;
7. Les parties rédigeront de concert les avis aux membres, lesquels seront soumis au Tribunal pour approbation. En cas de désaccord, le différend sera tranché par le Tribunal;
8. Les frais de publication des avis aux membres seront remboursés à même le Fonds de règlement;

IV. LE PROCESSUS D'ADMINISTRATION DES RÉCLAMATIONS PAR DISTRIBUTION AUTOMATIQUE PAR L'ADMINISTRATEUR

9. Les Parties identifieront de concert un Administrateur compétent pour administrer le Règlement et dont la soumission sera obtenue par les Procureurs du groupe et communiquée au PGQ. En cas de désaccord, les Parties pourront saisir le Tribunal pour qu'il détermine qui sera l'Administrateur;

10. L'Administrateur opèrera le processus d'administration des réclamations par distribution automatique aux membres éligibles qu'il aura identifiés, le tout selon les modalités aux présentes (la « **Distribution** »). Il pourra, si requis, demander au Tribunal de prolonger les délais prévus dans la Distribution;
11. Les parties n'ont aucun droit de contestation, de révision ou d'appel dans la Distribution et les décisions de l'Administrateur. Toutefois, les Procureurs du groupe ont le droit de faire des observations à l'Administrateur afin d'aider avec la Distribution dans l'intérêt des membres. De plus, les parties ont un droit de regard sur les dépenses de l'Administrateur;
12. Les parties reconnaissent la pleine indépendance de l'Administrateur dans la Distribution;
13. Le Fonds de règlement net sera distribué afin que chaque membre éligible reçoive une part égale du Fonds de règlement net (l'« **Indemnité** »);
14. Lors de la Distribution, l'Administrateur sera guidé par les principes suivants :
 - a) L'objectif de la Distribution est l'indemnisation d'un maximum de membres du Groupe autorisé;
 - b) Plusieurs membres du Groupe autorisé sont vulnérables ou marginalisés ou font partie d'un groupe vulnérable ou marginalisé; et
 - c) Des accommodements raisonnables doivent être pris pour s'assurer que les membres du Groupe autorisé puissent être indemnisés, considérant ce qui précède;
15. L'Administrateur identifiera les membres éligibles et l'adresse où leur Indemnité peut leur être envoyée de la manière prévue à la présente Entente de règlement et aura la collaboration du PGQ pour ce faire dans la mesure de ce qui est prévu à la présente Entente de règlement;
16. L'Administrateur indemniserá **automatiquement** les membres éligibles;

PHASE 1 – MÉCANISME D'IDENTIFICATION DES MEMBRES ÉLIGIBLES

17. La Phase 1 vise à identifier les membres éligibles et leurs coordonnées pour leur transmettre l'Indemnité;
18. La Phase 1 débutera à la date du jugement rendu sur la Demande pour approbation et se terminera sept (7) mois après la date de publication de l'Avis post-approbation;

19. Le PGQ, dans les trente (30) jours du jugement rendu sur la Demande pour approbation, fournira à l'Administrateur un tableau sous format Excel (ou similairement) d'une extraction du Système Plumitif M013 comprenant une liste de tous les dossiers judiciaires ouverts pour des causes criminelles adultes au Québec entre le 29 mars 2016 et le 21 juin 2019 inclusivement dans lesquels au moins une étape d'enquête sur mise en liberté a été saisie au plumitif (le « **Tableau d'analyse** »);
20. La Tableau d'analyse comprendra notamment, dans des colonnes distinctes, les informations suivantes :
 - a) Le numéro de dossier;
 - b) Le prénom de la personne prévenue;
 - c) Le nom de la personne prévenue;
 - d) La date de naissance de la personne prévenue;
 - e) L'adresse de la personne prévenue;
 - f) Le nom du dernier avocat figurant au plumitif de la personne prévenue;
 - g) La date d'ouverture du dossier judiciaire;
 - h) Les dispositions du *Code criminel* ou lois pénales correspondant aux chefs d'accusation du dossier judiciaire;
 - i) Pour chacune des audiences comportant la saisie d'une étape d'enquête sur mise en liberté du dossier judiciaire :
 1. La date de l'audience;
 2. Le résultat de la saisie des sections « Mise en liberté » et « Ordonnance du procès-verbal d'audience »;
 3. Le statut relatif à la liberté du prévenu dans la section « Accusé » (par exemple, « en liberté », « détenu », etc.);
 - j) En partant de la date de la première audience identifiée au point précédent (paragraphe 20i)) :
 1. La date de l'audience précédente;
 2. La date de chacune des audiences captées dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants;
 3. Le statut relatif à la liberté du prévenu dans la section « Accusé » (par exemple, « en liberté », « détenu », etc.) pour chacune de ces audiences;
21. Les parties collaboreront de manière raisonnable avec l'Administrateur afin de lui permettre d'obtenir les données nécessaires à son analyse, conformément à ce qui est prévu à la présente Entente. En cas de désaccord, le Tribunal sera saisi pour trancher le débat;
22. Le PGQ fournira dans un délai de quarante-cinq (45) jours tous les plumitifs en format PDF structuré requis par l'Administrateur à condition que la demande soit présentée dans un format permettant une extraction automatisée. Le PGQ

s'engage à collaborer avec l'Administrateur lorsque requis afin de déterminer les critères permettant une extraction automatisée des plunitifs;

23. L'Administrateur et les Procureurs du groupe souscriront une entente de confidentialité concernant le Tableau d'analyse et les plunitifs, lequel ne devront être utilisés que pour les seules fins de la présente Entente de règlement;
24. L'Administrateur identifiera les membres éligibles conformément à la définition du Groupe autorisée en analysant le Tableau d'analyse et les plunitifs. L'Administrateur pourra tenir compte de toute information supplémentaire qu'il jugera pertinente pour identifier les membres éligibles;
25. Jusqu'à la date spécifiée dans l'Avis post-approbation, toute personne qui souhaite s'identifier comme membre potentiellement éligible pourra le faire en communiquant avec l'Administrateur conformément avec ce qui sera prévu à l'Avis post-approbation et en fournissant son adresse;
26. L'Administrateur analysera les plunitifs pour confirmer si la personne visée par le paragraphe 25 est éligible et, le cas échéant, l'ajoutera à la Liste des membres éligibles (tel que défini au paragraphe 27) avec l'Adresse d'indemnisation fournie (tel que défini au paragraphe 29), sans procéder aux étapes aux paragraphes 30 à 34. Si l'Administrateur décide que cette personne n'est pas un membre éligible, il l'en informe par écrit à l'adresse (postale ou courriel) qu'elle a fourni, lui donne les motifs du refus et lui indique que sa décision est finale et sans appel;
27. Une fois cet exercice complété, l'Administrateur dressera une liste des membres éligibles (la « **Liste des membres éligibles** »);
28. La décision de l'Administrateur quant à l'éligibilité des membres est finale, sans appel et non susceptible de contestation ou révision quelconque;
29. L'Administrateur entreprendra les démarches ci-après décrites afin d'identifier une adresse considérée fiable pour la transmission de l'Indemnité aux membres inscrits sur la Liste des membres éligibles (« **l'Adresse d'indemnisation** »);
30. **Comme première étape**, l'Administrateur entreprendra des démarches auprès du MSP, qui devra, dans un délai de 30 jours de la transmission par l'Administrateur d'une liste de noms de membres éligibles et de leur date de naissance, lui confirmer s'il détient actuellement des membres et, le cas échéant, l'endroit où ils sont détenus (« **Membres éligibles détenus** »). Cet endroit est l'Adresse d'indemnisation de ce membre;
31. Pour les membres éligibles qui ne seraient pas détenus, le MSP fournira, le cas échéant, leur dernière adresse connue (« **Membres éligibles non détenus** »);

32. **Comme deuxième étape**, l'Administrateur entreprendra des démarches auprès du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (« **MESS** ») qui devra, dans un délai de 30 jours de la transmission par l'Administrateur d'une liste de noms de Membres éligibles non détenus et de leur date de naissance, identifier :
- a) les membres ayant encaissé le dernier chèque envoyé par le MESS, dans la mesure où ce dernier chèque a été émis dans les deux années précédant la demande formulée par l'Administrateur au MESS (les « **Membres éligibles MESS** »);
 - b) le cas échéant, l'adresse à laquelle ce chèque a été transmis par le MESS;
33. L'Adresse d'indemnisation des Membres éligibles MESS sera celle identifiée par le MESS par le procédé prévu au paragraphe 32;
34. **Comme troisième étape**, l'Administrateur effectuera l'une ou plusieurs des démarches suivantes, avec l'assistance des Procureurs du groupe si nécessaire, pour les autres membres éligibles non détenus (« **Autres membres éligibles** ») afin d'identifier leur Adresse d'indemnisation :
- a) Effectuer des recherches au pluriel afin de retracer le dossier judiciaire le plus récent du membre et l'adresse indiquée à ce dossier;
 - b) Formuler une demande auprès de la RAMQ afin de connaître la dernière adresse connue du membre en obtenant une ordonnance du Tribunal;
 - c) Formuler une demande auprès de la SAAQ afin de connaître la dernière adresse connue du membre en obtenant une ordonnance du Tribunal;
 - d) Faire des vérifications auprès de Postes Canada afin d'obtenir la dernière adresse connue du membre;
 - e) Formuler une demande auprès de l'Aide juridique afin d'obtenir la dernière adresse connue du membre en obtenant une ordonnance du Tribunal si nécessaire;
 - f) Contacter le dernier avocat du membre indiqué au pluriel du dossier judiciaire le plus récent afin d'obtenir la dernière adresse connue de ce membre;
 - g) Effectuer une recherche auprès du RDPRM, du Registre foncier ou du Curateur public du Québec en obtenant des ordonnances du Tribunal si nécessaire;
35. L'Administrateur aura discrétion pour déterminer l'Adresse d'indemnisation d'un Autre membre éligible, s'il a des raisons sérieuses de croire que celle-ci est fiable au terme des démarches prévues au paragraphe 34 et de l'obtention des informations prévues au paragraphe 31.
36. **Comme quatrième étape**, advenant qu'au terme des démarches précédentes, l'Administrateur est incapable d'identifier une Adresse d'indemnisation pour un

membre éligible, il pourra procéder à toute autre démarche qu'il jugera nécessaire pour identifier une adresse, notamment :

- a) Communiquer avec des organismes de soutien aux personnes détenues, des refuges ou autres ressources pour personnes itinérantes, des centres d'amitié autochtone ou autre organisation semblable;
 - b) Communiquer avec les proches des membres non retracés, consulter les réseaux sociaux, Internet ou des répertoires téléphoniques, ou toute source jugée fiable;
37. En tout temps, l'Administrateur peut décider de cesser d'effectuer des recherches auprès d'une source potentielle d'information identifiée à la quatrième étape, s'il estime que ces recherches ne peuvent être menées efficacement ou de manière économique, ou qu'elles ne produisent pas de résultats suffisamment utiles;
 38. L'adresse obtenue via les démarches prévues au paragraphe 36 peut permettre de corroborer une adresse autrement obtenue dans le cadre des démarches prévues aux paragraphes 31 et 34 et être identifiée comme l'Adresse d'indemnisation d'un membre, si l'Administrateur a des raisons sérieuses de croire qu'elle est fiable;
 39. Pour tous les membres qui demeurent sans Adresse d'indemnisation au terme de ces démarches (« **Membres éligibles non retracés** »), l'Administrateur transmet une lettre d'avis, à l'adresse la plus fiable identifiée par l'Administrateur (la « **Lettre d'identification** »);
 40. La Lettre d'identification informe les Membres éligibles non retracés de l'Entente de règlement, du jugement rendu sur la Demande pour approbation et de leur droit de recevoir l'Indemnité, et inclut un formulaire leur demandant de confirmer leur Adresse d'indemnisation. La Lettre d'identification inclura également une enveloppe de retour préaffranchie, un lien Internet personnalisé et un numéro de téléphone lui permettant ainsi de compléter le formulaire par la poste, par Internet ou par téléphone;
 41. Le formulaire sera composé uniquement des informations suivantes :
 - Nom et prénom;
 - Adresse;
 - Une mention selon laquelle tout changement d'adresse doit être communiqué à l'Administrateur;
 42. Lorsque les Membres éligibles non retracés retournent le formulaire, leur Adresse d'indemnisation est celle inscrite au formulaire;

43. Sous réserve de la clause 44, en l'absence du formulaire dûment rempli et complété, les Membres éligibles non retracés devront être retirés de la Liste des membres éligibles. Si l'Administrateur considère que d'autres démarches devraient être entreprises pour les retracer, il en informe les parties qui pourront saisir le Tribunal en cas de désaccord sur la nécessité et l'étendue de ces démarches;
44. Lorsqu'un membre éligible communique avec l'Administrateur afin de lui fournir, ou pour modifier son Adresse d'indemnisation, l'Administrateur met à jour son Adresse d'indemnisation en conséquence et peut cesser ses recherches à l'égard de ce membre;
45. L'Administrateur gardera la Liste des membres éligibles à jour avec les adresses et coordonnées des membres éligibles en fonction des démarches effectuées par lui;
46. Tout membre éligible qui communique directement avec l'Administrateur peut être inclus à la Liste des membres éligibles, même s'il n'est pas en mesure de fournir une Adresse d'indemnisation (par exemple, une personne sans abri), sur réception des renseignements permettant un virement Interac ou d'instructions pour la cueillette du chèque;

PHASE 2 - MÉCANISME DE DISTRIBUTION

47. La Phase 2 vise à permettre aux membres éligibles de recevoir leur Indemnité;
48. La Phase 2 débutera dès la survenance de la fin de la Phase 1;
49. L'indemnisation se fera sur la base d'une **distribution de l'Indemnité par chèque** envoyé à chacune des personnes sur la Liste des membres éligibles à leur Adresse d'indemnisation ou par virement Interac ou selon les instructions pour la cueillette du chèque;
50. Si les sommes restantes dans le Fonds de règlement net après soustraction des frais et honoraires de l'Administrateur sont suffisantes, chaque membre éligible recevra à l'Adresse d'indemnisation une Indemnité maximale de 3 049\$. Si les sommes sont insuffisantes, chaque membre éligible recevra à l'Adresse d'indemnisation une indemnité au prorata;
51. L'Administrateur transmet l'Indemnité sans autre formalité à toutes les personnes inscrites à la Liste des membres éligibles, à leur Adresse d'indemnisation;
52. Pour les chèques qui seront retournés à l'Administrateur comme étant impossibles à livrer, l'Administrateur pourra effectuer des démarches et recherches raisonnables, telles que décrites aux paragraphes 30 et suivants des présentes,

afin d'identifier une nouvelle Adresse d'indemnisation et renverra, le cas échéant, des lettres et chèques à ces membres;

53. En cas de retour de courrier pour un Membre éligible détenu, l'Administrateur entreprendra des démarches auprès du MSP, qui devra, dans un délai de trente (30) jours de la transmission par l'Administrateur d'une liste de noms et de leur date de naissance, indiquer la dernière adresse connue de ce membre. Cette adresse constituera l'Adresse d'indemnisation à laquelle l'Administrateur pourra transmettre l'Indemnité;
54. Dans la mesure où les circonstances le justifient, l'Administrateur peut : (i) annuler un chèque introuvable ou irrécupérable d'un membre et lui acheminer un nouveau chèque, ou (ii) annuler le chèque et envoyer l'Indemnité par virement Interac au compte du membre éligible, s'il lui est difficile ou impraticable d'encaisser son chèque. Dans tous les cas, l'Administrateur s'assure que tout chèque en circulation est annulé avant d'émettre un nouveau chèque ou d'effectuer un virement Interac;
55. Les chèques deviennent automatiquement périmés six (6) mois après la date d'émission du chèque si le chèque n'a pas été encaissé;
56. Les parties peuvent s'entendre sur des modifications mineures au processus de Distribution (y compris l'identification des membres éligibles) sans autorisation préalable du Tribunal, pourvu que celles-ci demeurent en conformité avec l'esprit de l'Entente de règlement;
57. La Phase 2 se terminera lorsque toutes les Indemnités envoyées aux membres seront soit encaissées ou périmées, sauf si l'Indemnité envoyée était inférieure à 3 049\$. Dans ce dernier cas, si après la péremption de toutes Indemnités en circulation, le Fonds de règlement net n'est pas épuisé et est suffisant pour le faire, l'Administrateur effectue une nouvelle émission d'Indemnités à tous les membres éligibles qui ont encaissé la première Indemnité, au prorata des sommes restantes, étant entendu que le montant total maximal qu'un membre éligible pourra recevoir est de 3 049\$. La Phase 2 se terminera alors lorsque toutes ces Indemnités auront soit été encaissées ou seront périmées;

PHASE 3 – RELIQUAT

58. Les fonds restants à la fin de la Phase 2 constitueront le reliquat (le « **Reliquat** »);
59. L'Administrateur transmettra aux parties pour commentaires puis déposera au dossier de la Cour un rapport de clôture détaillant la manière dont le Fonds de règlement net aura été distribué et comprenant les informations quant au nombre de membres éligibles ayant été indemnisés et le montant versé à chacun de ceux-ci;

60. L'Administrateur versera au Fonds d'aide, conformément à la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives* et au jugement du Tribunal prononçant la clôture, le pourcentage fixé par règlement du gouvernement sur le Reliquat. Ce qui reste du Reliquat, soustraction faite du pourcentage versé au Fonds d'aide, sera versé au Fonds Accès Justice, conformément à l'article 596 C.p.c.;

V. QUITTANCE

61. En contrepartie du paiement du Fonds de règlement, le Demandeur Raul Martin donne, en son nom personnel et au nom des membres du Groupe autorisé tel que défini à la présente Entente de règlement, une quittance complète, totale, finale, définitive et libératoire au PGQ ainsi qu'à toute personne qu'il représente dans le cadre de la présente action collective, leurs successeurs, mandataires, dirigeants, représentants, administrateurs, fonctionnaires et employés, et renoncent à toute réclamation ou action passées, présentes ou futures de quelque nature que ce soit, que le Demandeur et les membres du Groupe autorisé tel que défini aux fins de la présente Entente de règlement avaient, ont ou pourraient avoir, directement ou indirectement, sur la base de tout fait ou toute cause d'action alléguée dans la Demande introductive d'instance et des pièces à son soutien dans le dossier de la Cour supérieure du district de Montréal sous le numéro 500-06-000991-196;
62. En ce qui concerne les paragraphes 2 et 61 de la présente Entente de règlement, la quittance donnée par le Demandeur en son nom personnel et au nom des membres du Groupe autorisé vise uniquement la présente action collective basée sur l'art 525 du *Code criminel* (Cour supérieure, numéro 500-06-000991-196);

VI. EFFET OBLIGATOIRE ET EXÉCUTOIRE DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

63. L'Entente de règlement est exécutoire à compter du moment du jugement du Tribunal l'approuvant, à l'exception des paragraphes 4, 5, 7 et 8 qui sont exécutoires dès la signature des présentes;
64. Une fois approuvée par le Tribunal, l'Entente de règlement lie tous les membres du Groupe autorisé;
65. L'Entente de règlement est indivisible et a les mêmes effets qu'une transaction au sens des articles 2631 et suivants du *Code civil du Québec*;
66. Les parties ont négocié l'Entente de règlement de bonne foi dans le seul but de mettre un terme au processus de l'action collective et au litige les opposant, et d'éviter d'engendrer des frais et délais importants en lien avec celui-ci;
67. La présente Entente de règlement devra être approuvée par la Cour supérieure. Un refus de la Cour d'approuver la présente Entente entraînera sa résiliation et sa nullité et les parties sont remises dans la même situation juridique que celle

prévalant antérieurement à sa conclusion et elles ne peuvent aucunement invoquer l'Entente de règlement dans la poursuite du litige qui continuera alors à les opposer dans le dossier 500-06-000991-196;

68. La validité de la présente Entente de règlement n'est toutefois pas tributaire de l'acceptation par la Cour de la demande pour honoraires et frais d'avocats du représentant;
69. Les parties conviennent que la Cour supérieure demeure saisie du dossier pour tout différend ou toute difficulté qui pourrait surgir dans la mise en œuvre de la présente Entente de règlement ou de la Distribution;
70. L'Administrateur devra remettre aux avocats des parties un rapport final d'administration. Les avocats des parties verront à saisir le Tribunal pour libérer l'Administrateur et prononcer le jugement de clôture aussitôt que possible suivant la fin de processus de distribution;
71. L'Entente de règlement peut être signée en un ou plusieurs exemplaires, dont chaque exemplaire sera considéré comme étant valide et contraignant, et qui, ensemble, seront considérés comme étant la seule et même transaction, et une signature télécopiée ou numérisée sera réputée comme étant une signature originale aux fins de l'exécution des présentes.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé :

À Montréal, le 18 octobre 2024


RAUL MARTIN

À Montréal, le 18 octobre 2024


LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
 Par : Me Alexandra Hodder, dûment autorisée

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL

SUPERIOR COURT
(Class Action Division)

NO.: 500-06-000991-196

RAUL MARTIN

PLAINTIFF

v.

ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC

DEFENDANT

SETTLEMENT AGREEMENT, TRANSACTION AND RELEASE BETWEEN
RAUL MARTIN AND THE ATTORNEY GENERAL OF QUÉBEC

I. PREAMBLE

- A. **WHEREAS** on March 29, 2019, an application for authorization to institute a class action was filed against the Attorney General of Québec (the "**AGQ** ") in file 500-06-000991-196 (the "**Application for Authorization**");
- B. **WHEREAS** on March 17, 2020, the Superior Court authorized the institution of a class action against the AGQ on behalf of the following group:

"Anyone who was detained in Québec pending trial between March 29, 2016 and June 21, 2019 for a continuous period of more than:

- 90 days, if the person was charged with an indictable offence; or
- 30 days, if the person was charged via summary conviction;

without the person having custody requesting a judge to set a date for a hearing to determine whether he or she should be released.

The following detentions are excluded:

- Detention that was the subject of a review application under section 520 of the Cr. C. within the continuous period of 90 days (or 30 days, as the case may be) that ended within 90 days (or 30 days, as the case may be) of the date of the judgment under review;

- Detention of a person charged with an offence under section 469 of the Cr. C.;
- Detention of a person who was to be detained in custody in connection with another matter"

(the "**Authorized Class**");

- C. **WHEREAS** the Superior Court has granted the plaintiff Raul Martin the status of representative of the Authorized Class (the "**Plaintiff**") and that he is represented by Kugler Kandestin LLP and Coupal Chauvelot S.A. (collectively, "**Class Counsel**");
- D. **WHEREAS** no member has excluded themselves from the class action, within the meaning of article 580 C.C.P.;
- E. **WHEREAS** on or about July 2, 2020, the Plaintiff served the AGQ with an originating application in a class action (the "**Originating Application**");
- F. **WHEREAS** the Originating Application seeks the collective recovery of moral damages and damages under the Charters equivalent to \$6,000 per member for the prejudice suffered in connection with the non-compliance with section 525 Cr. C., plus interest and the additional indemnity provided for by law since March 29, 2019 (the "**Indemnity claimed**");
- G. **WHEREAS** the Originating Application also seeks the individual recovery of monetary damages, plus interest and the additional indemnity provided for by law since March 29, 2019;
- H. **WHEREAS** on December 3, 2021, the AGQ filed its defence, which contests the Originating Application and requests that it be dismissed;
- I. **CONSIDERING** that on November 15, 2022, the class action was set down for trial and judgment;
- J. **CONSIDERING** that the trial on the merits has been set for October 23 to 31, 2024;
- K. **WHEREAS** the Plaintiff and the AGQ have agreed to participate in a settlement conference to be presided over by the Honourable Suzanne Courchesne, J.S.C.;
- L. **CONSIDERING** the interest of the parties and the public interest, including the interest of the administration of justice, in avoiding a trial;

- M. **WHEREAS** the Plaintiff and Class Counsel believe that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the members of the Authorized Class;
- N. **WHEREAS** the AGQ also considers that this Agreement is desirable in order to settle the entire dispute;
- O. **WHEREAS** the Settlement Agreement provides for the simplest and most efficient process possible, which is intended to ensure that eligible members are compensated in a timely manner;
- P. **WHEREAS** the Settlement Agreement was negotiated in good faith by the Plaintiff and the AGQ, with the assistance of the Honourable Suzanne Courchesne, J.S.C.;
- Q. **WHEREAS** the parties wish to settle the present class action without prejudice and without any admission of liability, by mutual concessions;

SUBJECT TO THE COURT'S APPROVAL OF THIS SETTLEMENT AGREEMENT IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 590 OF THE *CODE OF CIVIL PROCEDURE*, THE PLAINTIFF AND THE AGQ AGREE AS FOLLOWS:

- 1. The preamble shall form an integral part of the Settlement Agreement as if it were reproduced in its entirety;

II. SETTLEMENT FUND PAYMENT

- 2. Upon approval by the Court of the Settlement Agreement, the AGQ will pay as collective recovery for the members of the Authorized Class a lump sum of **twenty-five million dollars (\$25,000,000 CAD)** in principal, interest, costs, additional indemnity, fees, amounts due to the Fonds d'aide aux actions collectives (the "**Fonds d'aide**"), taxes, administrator costs, costs of notices to members and any other amounts (the "**Settlement Fund**") in full, total, final, definitive and discharging settlement of any action, recourse, complaint, demand, damage, claim, right or right of action of any kind whatsoever, of the representative and the members of the Authorized Class in respect of the facts, circumstances and damages alleged in the Originating Application and the exhibits in support thereof in the Superior Court file of the District of Montréal under number 500-06-000991-196. The AGQ will not have any other amount or interest to pay for any reason whatsoever;
- 3. The Settlement Fund must be paid by the AGQ in accordance with the following terms and conditions:

- a) In accordance with article 590 C.C.P., Class Counsel must prepare an application to the Court, which will be submitted in advance to the AGQ, which may make its comments to the Court in the event of disagreement, in order to:
 - i. Approve the Settlement Agreement;
 - ii. Appoint a Claims Administrator (the "**Administrator**");
 - iii. Authorize the Plaintiff to give, on behalf of the members of the Authorized Class, a release to the AGQ; and
 - iv. Approve the payment of judicial and extrajudicial fees of Class Counsel, including legal costs, costs of publishing notices to members, amounts due to the Fonds d'aide and taxes (the "**Fees**") from the Settlement Fund amount; (the "**Application for Approval**");
- b) Within thirty (30) days of the transmission of the required banking information from the date of the Court's judgment approving the Settlement Agreement, the AGQ will pay the Settlement Fund by remitting it to the Administrator by transfer or by a cheque made payable to the Administrator in trust. The trust account must be opened with a Canadian chartered bank and bear daily interest for the benefit of members. Such payment shall constitute a transfer of property in trust within the meaning of the *Civil Code of Québec* and the Administrator shall act as trustee of such funds;
- c) Upon receipt of the transfer or clearing of the cheque, the Administrator will provide the AGQ with a receipt attesting to the remittance of the Settlement Fund;
- d) Within ten (10) days of the date of the cashing of the transfer or the clearing of the cheque, the Administrator shall pay to Class Counsel, out of the amount of the Settlement Fund, the amount representing the Fees approved by the Court, in accordance with instructions to be given by Class Counsel to the Administrator;
- e) Upon the parties' approval of the Administrator's invoices, the Administrator shall collect its fees as well as the costs of notice to members and other eligible costs. In the event of disagreement, the Court will decide the dispute;
- f) The Settlement Fund plus daily interest, less the fee of notices to members, the Administrator's fee and the Court-approved Fees, is the Net Settlement Fund (the "**Net Settlement Fund**"); and

- g) The Administrator shall distribute the Net Settlement Fund in accordance with the terms and conditions set forth herein;

III. NOTICE TO MEMBERS

4. The Plaintiff will publish a notice to members in accordance with article 590 C.C.P. informing them of the date and place of the hearing of the Application for Approval and of their right to put forth their position (the "**Pre-Approval Notice**");
5. The Pre-Approval Notice will be submitted to the Court for approval and will be published as soon as possible after the signing of the Settlement Agreement, in paper and digital formats, in:
 - i. *Le Journal de Montréal, La Presse* and *Le Journal de Québec*, in French; and
 - ii. *Montreal Gazette*, in English (collectively, the "**Newspapers**");
6. A notice informing of the judgment rendered on the Application for Approval ("**Post-Approval Notice**") will be published by Class Counsel in the Newspapers, and will be posted with the collaboration of the Ministry of Public Security ("**MPS**") in all detention facilities and custody areas in Québec within the meaning of section 29 of the *Act respecting the Québec correctional system*, by means of prominently placed posters. The Administrator may also distribute the Post-Approval Notice to inmate support organizations, shelters or other homelessness resources, Native Friendship Centres or other similar organizations;
7. The parties will jointly draft the Notices to the Members, which will be submitted to the Court for approval. In the event of disagreement, the dispute will be decided by the Court;
8. The costs of publishing notices to members will be reimbursed from the Settlement Fund;

IV. THE PROCESS FOR ADMINISTERING CLAIMS BY AUTOMATIC DISTRIBUTION BY THE ADMINISTRATOR

9. The Parties will jointly identify a competent Administrator to administer the Settlement and whose quote will be obtained by Class Counsel and communicated to the AGQ. In the event of disagreement, the Parties may refer the matter to the Court for determination of who will be the Administrator;

10. The Administrator will administer claims by automatic distribution to the eligible members identified by the Administrator, the whole in accordance with the terms and conditions set forth herein (the "**Distribution**"). The Administrator may, if required, ask the Court to extend the deadlines set out in the Distribution;
11. The parties shall have no right of objection, review or appeal in the Distribution and decisions of the Administrator. However, Class Counsel have the right to make representations to the Administrator in order to assist with Distribution in the interest of the members. In addition, the parties have a right of oversight over the expenses of the Administrator;
12. The parties acknowledge the full independence of the Administrator in the Distribution;
13. The Net Settlement Fund will be distributed so that each eligible member receives an equal share of the Net Settlement Fund (the "**Indemnity**");
14. During the Distribution, the Administrator will be guided by the following principles:
 - a) The purpose of the Distribution is to compensate as many members of the Authorized Class as possible;
 - b) Several members of the Authorized Class are vulnerable or marginalized or are part of a vulnerable or marginalized group; and
 - c) Reasonable accommodations must be made to ensure that members of the Authorized Class can be compensated, in light of the foregoing;
15. The Administrator will identify the eligible members and the address where their Indemnity may be sent to them in the manner provided for in this Settlement Agreement and will have the cooperation of the AGQ in doing so, to the extent provided for in this Settlement Agreement;
16. The Administrator will **automatically** compensate eligible members;

PHASE 1 – MECHANISM FOR IDENTIFYING ELIGIBLE MEMBERS

17. Phase 1 aims to identify eligible members and their contact details to send them the Indemnity;
18. Phase 1 will commence on the date of the judgment rendered on the Application for Approval and will end seven (7) months after the date of publication of the Post-Approval Notice;

19. The AGQ, within thirty (30) days of the judgment rendered on the Application for Approval, will provide the Administrator with an Excel table (or similar) of an extraction from the Système Plumitif M013 containing a list of all court files opened for adult criminal cases in Quebec between March 29, 2016 and June 21, 2019 inclusively in which at least one stage of the bail hearing has been entered in the court docket (the "**Analysis Table**");
20. The Analysis Table will include, in separate columns, the following information:
 - a) File number;
 - b) The first name of the accused person;
 - c) The name of the accused person;
 - d) The date of birth of the accused person;
 - e) The address of the accused person;
 - f) The name of the last lawyer appearing on the court docket of the accused person;
 - g) The date the court file was opened;
 - h) The provisions of the *Criminal Code* or penal statutes corresponding to the charges in the court record;
 - i) For each hearing involving the entry of a bail hearing phase in the court record:
 1. The date of the hearing;
 2. The result of the hearing in the sections "Mise en liberté" and "Ordonnance du procès-verbal d'audience";
 3. The freedom status of the accused in the "Accusé" section (for example, "en liberté", "détenu", etc.);
 - j) Starting from the date of the first hearing identified in the previous point (paragraph 20(i)):
 1. The date of the previous hearing;
 2. The date of each hearing logged within the next ninety (90) days;
 3. The freedom status of the accused in the "Accusé" section (for example, "en liberté", "détenu", etc.) for each of these hearings;
21. The Parties will reasonably cooperate with the Administrator to obtain the data necessary for its analysis, in accordance with this Agreement. In the event of disagreement, the Court will be asked to settle the debate;
22. The AGQ will provide within forty-five (45) days all documents in structured PDF format required by the Administrator provided that the application is submitted in a format that allows for automated extraction. The AGQ undertakes to collaborate with the Administrator when necessary to determine the criteria for automated extraction of court dockets;

23. The Administrator and Class Counsel will enter into a confidentiality agreement regarding the Analysis Table and the court dockets, which shall be used only for the purposes of this Settlement Agreement;
24. The Administrator will identify eligible members in accordance with the definition of the Authorized Class by analyzing the Analysis Table and the court dockets. The Administrator may consider any additional information it deems relevant to identify eligible members;
25. Until the date specified in the Post-Approval Notice, any person who wishes to identify themselves as a potentially eligible member may do so by contacting the Administrator in accordance with the Post-Approval Notice and providing their address;
26. The Administrator will analyze the court dockets to confirm whether the person referred to in paragraph 25 is eligible and, if so, will add him or her to the List of Eligible Members (as defined in paragraph 27) with the Indemnification Address provided (as defined in paragraph 29), without proceeding with the steps in paragraphs 30 to 34. If the Administrator decides that the person is not an eligible member, the Administrator shall notify the person in writing at the address (postal or email) provided by the person, giving the person the reasons for the refusal and indicating that the decision is final and not subject to appeal;
27. Upon completion of this exercise, the Administrator will prepare a list of eligible members (the "**List of Eligible Members**");
28. The decision of the Administrator as to the eligibility of members is final, without appeal and not subject to challenge or review of any kind;
29. The Administrator will take the steps described below to identify an address that is considered reliable for the transmission of the Indemnity to members on the List of Eligible Members ("**Indemnification Address**");
30. **As a first step**, the Administrator will take steps with the MPS, which must, within 30 days of the Administrator providing a list of names of eligible members and their date of birth, confirm to the MPS whether it currently holds members and, if so, where they are held ("**Detained Eligible Members**"). This location is that member's Indemnification Address;
31. For eligible members who are not detained, the MPS will provide, where applicable, their last known address ("**Non-Detained Eligible Members**");

32. **As a second step**, the Administrator will take steps with the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ("**MESS**"), which must, within 30 days of the Administrator transmitting a list of names of Non-Detained Eligible Members and their date of birth, identify:
- a) members who have cashed the last cheque sent by the MESS, to the extent that the last cheque was issued within the two years preceding the Administrator's request to the MESS (the "**MESS Eligible Members**");
 - b) if applicable, the address to which the cheque was sent by the MESS;
33. The Indemnification Address of MESS Eligible Members will be the one identified by the MESS by the process set out in paragraph 32;
34. **As a third step**, the Administrator will take one or more of the following steps, with the assistance of Class Counsel if necessary, for other non-detained eligible members ("**Other Eligible Members**") to identify their Indemnification Address:
- a) Conduct a court docket search to locate the member's most recent court file and the address indicated in that file;
 - b) Make a request to the RAMQ to find out the member's last known address by obtaining an order from the Court;
 - c) Make a request to the SAAQ to find out the member's last known address by obtaining an order from the Court;
 - d) Verify with Canada Post to obtain the member's last known address;
 - e) Make a request to Legal Aid to obtain the member's last known address by obtaining a court order if necessary;
 - f) Contact the member's last lawyer listed in the most recent court file to obtain the member's last known address;
 - g) Conduct a search with the RDPRM, the Land Register or the Curateur public du Québec, obtaining orders from the Court if necessary;
35. The Administrator will have discretion to determine the Indemnification Address of an Other Eligible Member, if it has serious reason to believe that the Indemnification Address is reliable following the steps set out in paragraph 34 and obtaining the information set out in paragraph 31.
36. **As a fourth step**, in the event that, at the end of the above steps, the Administrator is unable to identify an Indemnification Address for an eligible member, they may take any other steps they deem necessary to identify an address, including:

- a) Contacting inmate support organizations, shelters or other homelessness resources, Indigenous Friendship Centres, or other similar organizations;
 - b) Communicate with the relatives of unlocated members, consult social media, the Internet or telephone directories, or any source deemed reliable;
37. At any time, the Administrator may decide to cease conducting research of a potential source of information identified in step four, if the Administrator is of the view that such research cannot be conducted efficiently or economically, or that it does not produce sufficiently useful results;
38. The address obtained through the steps set out in paragraph 36 may be used to corroborate an address otherwise obtained under the steps set out in paragraphs 31 and 34 and be identified as a Member's Indemnification Address, if the Administrator has serious reasons to believe that it is reliable;
39. For all members who remain without an Indemnification Address at the end of these steps ("**Unlocated Eligible Members**"), the Administrator will send a notification letter to the most reliable address identified by the Administrator (the "**Identification Letter**");
40. The Identification Letter informs the Unlocated Eligible Members of the Settlement Agreement, the judgment rendered on the Application for Approval, and their entitlement to receive the Indemnity, and includes a form asking them to confirm their Indemnification Address. The Identification Letter will also include a prepaid return envelope, a personalized Internet link and a telephone number allowing them to complete the form by mail, Internet or telephone;
41. The form will consist only of the following information:
- Name and surname;
 - Address;
 - A statement that any change of address must be communicated to the Administrator;
42. When Unlocated Eligible Members return the form, their Indemnification Address is the one on the form;

43. Subject to clause 44, in the absence of the duly completed and completed form, the Unlocated Eligible Members shall be removed from the List of Eligible Members. If the Administrator considers that further steps should be taken to locate them, he shall inform the parties who may refer the matter to the Court in the event of disagreement as to the necessity and extent of such steps;
44. When an eligible member contacts the Administrator to provide, or to change their Indemnification Address, the Administrator will update their Indemnification Address accordingly and may cease its search for that member;
45. The Administrator will keep the List of Eligible Members up to date with the addresses and contact information of the Eligible Members according to the steps taken by the Administrator;
46. Any Eligible Member who contacts the Administrator directly may be included on the Eligible Member List, even if they are unable to provide an Indemnification Address (e.g., a homeless person), upon receipt of Interac transfer information or instructions for picking up the cheque;

P H A S E 2 - DISTRIBUTION MECHANISMS

47. Phase 2 is intended to allow eligible members to receive their Indemnity;
48. Phase 2 will begin as soon as Phase 1 ends;
49. Compensation will be made on the basis of a **distribution of the Indemnity by cheque** sent to each person on the List of Eligible Members at their Indemnification Address or by Interac transfer or as per the instructions for picking up the cheque;
50. If the remaining amounts in the Net Settlement Fund after subtracting the Administrator's costs and fees are sufficient, each eligible member will receive at the Indemnification Address a maximum Indemnity of \$3,049. If the sums are insufficient, each eligible member will receive a prorated compensation at the Indemnification Address;
51. The Administrator shall transmit the Indemnity without further formality to all persons registered on the List of Eligible Members, at their Indemnification Address;
52. For cheques that are returned to the Administrator as undeliverable, the Administrator may take reasonable steps and make inquiries as described in paragraphs 30 and following hereof, to identify a new Indemnification Address and resend letters and cheques to such members, if applicable;

53. In the event of a return of mail for a Detained Eligible Member, the Administrator will take steps with the MPS, which must, within thirty (30) days after the Administrator provides a list of names and their date of birth, indicate the last known address of that member. This address shall be the Indemnification Address to which the Administrator may forward the Indemnity;
54. To the extent the circumstances warrant, the Administrator may: (i) cancel a member's unlocatable or unrecoverable cheque and send a new cheque to the member, or (ii) cancel the cheque and send the Indemnity by Interac transfer to the eligible member's account, if it is difficult or impracticable for the member to cash the cheque. In all cases, the Administrator ensures that any outstanding cheque is cancelled before issuing a new cheque or making an Interac transfer;
55. Cheques automatically expire six (6) months after the date the cheque was issued if the cheque has not been cashed;
56. The parties may agree to minor changes to the Distribution process (including the identification of eligible members) without prior approval from the Court, provided that they remain consistent with the spirit of the Settlement Agreement;
57. Phase 2 will end when all Indemnities sent to members are either cashed or expired, unless the Indemnity sent was less than \$3,049. In the latter case, if after the expiry of any outstanding Indemnities, the Net Settlement Fund is not exhausted and is sufficient to do so, the Administrator shall issue a new Indemnity to all eligible members who have received the first Indemnity, in proportion to the remaining amounts, provided that the maximum total amount that an eligible member may receive is \$3,049. Phase 2 will then end when all such Indemnities have either been cashed or have lapsed;

PHASE 3 – REMAINING BALANCE

58. The funds remaining at the end of Phase 2 will constitute the remaining balance (the **"Remaining Balance"**);
59. The Administrator shall transmit to the parties for comment and file in the Court record a closing report detailing the manner in which the Net Settlement Fund has been distributed and including information as to the number of eligible members who have been compensated and the amount paid to each of them;

60. The Administrator shall pay to the Fonds d'aide, in accordance with the *Act respecting the Fonds d'aide aux actions collectives* and the closing judgment of the Court, the percentage fixed by government regulation on the Remaining Balance. What is left of the Remaining Balance, minus the percentage paid to the Fonds d'aide, shall be paid into the Access to Justice Fund, in accordance with article 596 C.C.P.;

V. RELEASE

61. In consideration for the payment of the Settlement Fund, the Plaintiff Raul Martin gives, in his own name and on behalf of the members of the Authorized Class as defined in this Settlement Agreement, a full, total, final, definitive and discharging release to the AGQ and to any person he represents in this class action, their successors, agents, officers, representatives, administrators, public servants and employees, and waive any and all past, present or future claims or actions of any kind whatsoever that the Plaintiff and the Authorized Class members as defined for the purposes of this Settlement Agreement had, have or may have, directly or indirectly, based on any fact or cause of action alleged in the Originating Application and exhibits in its support in the Superior Court of the district of Montréal file number 500-06-000991-196;
62. With respect to paragraphs 2 and 61 of this Settlement Agreement, the release given by the Plaintiff in his own name and on behalf of the members of the Authorized Class applies only to this class action based on art. 525 of the *Criminal Code* (Superior Court, number 500-06-000991-196);

VI. BINDING AND ENFORCEABLE EFFECT OF THE SETTLEMENT AGREEMENT

63. The Settlement Agreement is enforceable from the time of the Court's judgment approving it, except for paragraphs 4, 5, 7 and 8 which are enforceable upon signature;
64. Once approved by the Court, the Settlement Agreement is binding on all members of the Authorized Class;
65. The Settlement Agreement is indivisible and has the same effect as a transaction within the meaning of articles 2631 and following of the *Civil Code of Québec*;
66. The parties negotiated the Settlement Agreement in good faith for the sole purpose of putting an end to the class action process and the litigation between them, and to avoid incurring significant costs and delays in connection therewith;
67. This Settlement Agreement shall be subject to approval by the Superior Court. A refusal by the Court to approve this Agreement will result in its termination and nullity and the parties are put back in the same legal position as that of the

prevailing one prior to its conclusion and they can in no way invoke the Settlement Agreement in the continuation of the litigation that will then continue to oppose them in file 500-06-000991-196;

68. The validity of this Settlement Agreement is not, however, dependent on the Court's approval of the representative's claim for attorneys' fees and costs;
69. The parties agree that the Superior Court will remain seized of the matter for any dispute or difficulty that may arise in the implementation of this Settlement Agreement or the Distribution;
70. The Administrator shall provide the parties' counsel with a final report of the administration. Counsel for the parties will apply to the Court to release the Administrator and issue the closing judgment as soon as possible following the completion of the distribution process;
71. The Settlement Agreement may be executed in one or more counterparts, each copy of which shall be deemed valid and binding, and which together shall be deemed to be the one and the same transaction, and a facsimile or scanned signature shall be deemed to be an original signature for the purposes of the execution hereof.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have signed:

In Montréal, October 18, 2024

(Signed)

RAUL MARTIN

In Montréal, October 18, 2024

(Signed)

THE ATTORNEY GENERAL OF QUÉBEC

By: Mtre Alexandra Hodder, duly
authorized